

P REMIÈRES INFORMATIONS

et PREMIÈRES SYNTHÈSES

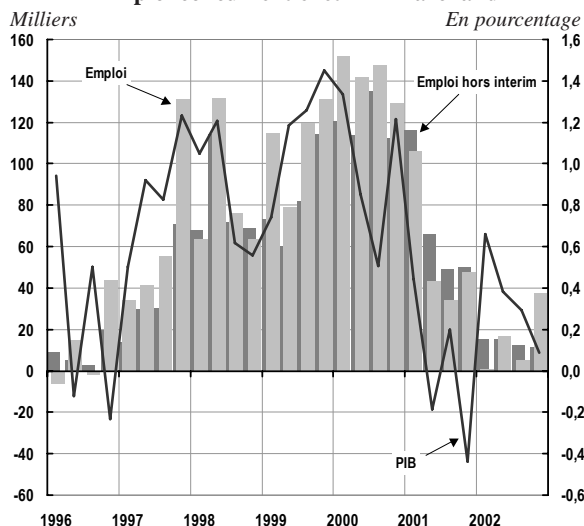
CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2002 *PERSISTANCE DES CRÉATIONS D'EMPLOIS*

En fin d'année 2002, le ralentissement de l'activité économique s'est poursuivi en France, cependant que la confiance des agents et les indicateurs avancés restaient hésitants. L'emploi des secteurs marchands enregistre pourtant une progression sensible, avec 38 000 créations de postes au quatrième trimestre. La situation est contrastée entre l'emploi hors intérim, qui demeure sur son rythme antérieur (+0,1 %), et l'emploi intérimaire (+4,6 %) très dynamique en fin d'année. Le taux de chômage progresse faiblement de +0,1 point, malgré un léger repli des dispositifs spécifiques de politiques de l'emploi. Les salaires individuels croissent, mais le pouvoir d'achat ne progresse quasiment pas.

Faible croissance de l'activité

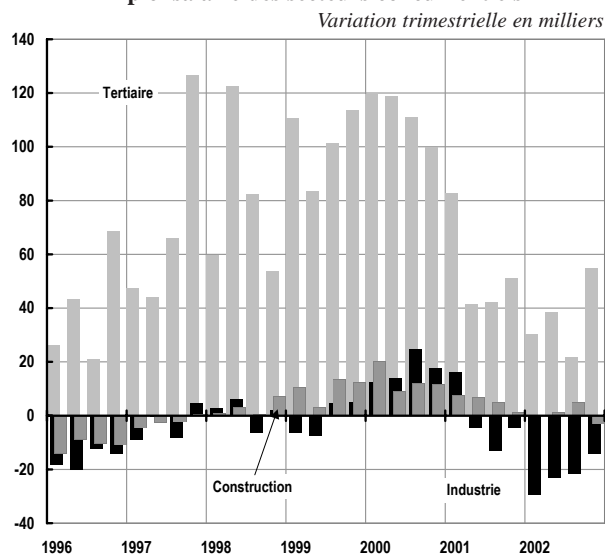
Au dernier trimestre 2002, l'activité économique est restée au voisinage du rythme rejoint au trimestre précédent: le PIB a progressé de +0,2 %, après +0,3 % au troisième trimestre. Le point bas du dernier trimestre 2001, marqué par les attentats terroristes (-0,3 %), a contribué à l'impression d'un rebond durable de l'activité durant toute la première partie de l'année 2002: ainsi le premier trimestre 2002 (0,7 %), voire le deuxième (0,4 %), ont été dynamiques. Mais, au-delà de ces heurts au tournant de 2001-2002, la conjoncture apparaît atone: la croissance moyenne du PIB (1,2 % en 2002), reflète assez fidèlement le rythme qui prévaut depuis le milieu de l'année 2001 (graphique 1).

Graphique 1
Emploi concurrentiel et PIB marchand



Emploi sur l'échelle de gauche et PIB sur l'échelle de droite.
Sources : Dares, Insee, Unédic.

Graphique 2
Emploi salarié des secteurs concurrentiels



L'intérim n'est pas ventilé dans les secteurs utilisateurs.
Sources : Dares, Insee, Unédic.

Durant l'année 2002, les anticipations des agents sont demeurées hésitantes. Les facteurs qui pénalisent la croissance (regain d'inflation, ralentissement de la demande extérieure, érosion des marges des entreprises, etc.) ont continué de faire sentir leurs effets, et ce en dépit de politiques économiques -monétaire et budgétaire- plus accommodantes.

Soutenue par l'emploi, les salaires et les baisses d'impôts, la consommation des ménages (0,4 %) est moins vigoureuse qu'au précédent trimestre (0,6 %), mais demeure le principal moteur de la croissance. L'investissement des entreprises se contracte pour le troisième trimestre consécutif (-0,7 %). La conjoncture des principaux pays partenaires s'étant dégradée en même temps que celle de la France, la demande extérieure n'a pas soutenu la croissance (contribution nulle au dernier trimestre et de +0,1 point sur l'ensemble de l'année).

L'emploi dément les anticipations

L'évolution de l'emploi des secteurs concurrentiels (+0,6 % en

moyenne annuelle, et +0,4 % en glissement) coïnciderait avec la croissance du PIB, tout en reflétant un contenu de la croissance en emploi encore élevé. La progression de +38 000 emplois au quatrième trimestre 2002 marque en effet une accélération par rapport aux progressions précédentes, +17 000 au deuxième trimestre et +5 000 au troisième (graphique 1). Ce sont uniquement les à-coups de l'emploi intérimaire (-15 000 au premier trimestre, +26 000 au dernier) qui impriment ce mouvement. Ils masquent la progression régulière de l'emploi hors intérim tout au long de l'année 2002, au rythme d'environ 15 000 créations de postes par trimestre (0,1 %). Cette évolution de l'emploi hors intérim ne reproduit pas le profil de la croissance, ni l'inflexion de certains indicateurs d'activité (indice de la production industrielle, activité dans les services) dans la seconde partie de l'année 2002.

L'emploi tertiaire reste le plus dynamique (+0,5 %, soit +55 000). Hors intérim, le secteur tertiaire crée autant d'emplois qu'au trimestre précédent, soit +30 000. La croissance des servi-

ces aux particuliers est dans la tendance d'ensemble (0,5 %), mais la progression vient surtout des services aux entreprises, +1,3 %, portés par la vivacité de l'intérim. La construction enregistre en revanche sa première baisse d'effectifs depuis 5 ans (-0,2 %, soit -3 000 emplois).

Mais, comme depuis le début du cycle, c'est l'industrie qui concentre l'essentiel des difficultés. L'emploi y recule encore de -0,3 % (-14 000), même si cette dégradation est moindre que lors des trimestres précédents (graphique 2 et tableau 1). Dans cet ensemble, l'énergie affiche une perte de 2 000 emplois (-0,9 %) compensée par une hausse équivalente dans les industries agricoles et alimentaires (IAA).

L'industrie manufacturière recule donc à elle seule de 0,4 % (-14 000 emplois). Étonnamment, cette baisse se double d'un fort recours aux intérimaires, qui explique pratiquement à lui seul la hausse de l'intérim comptabilisée dans le secteur des services aux entreprises (cf. ci-dessus); compte tenu de l'évolution de la production et des effectifs dans les secteurs industriels, ce mouve-

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs concurrentiels à l'emploi total

Milliers cvs et %	2002		2001				2002				2001	2002
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T/(T-4)		
Catégorie	Niveau					Variation trimestrielle					%	
Secteurs concurrentiels (1)	15 488	98	45	34	56	1	17	5	38	1,5	0,4	
dont : Industrie	4 065	14	-4	-13	-13	-29	-23	-22	-14	-0,4	-2,1	
Construction	1 263	5	8	3	8	10	1	5	-3	1,9	0,2	
Tertiaire	10 160	79	41	44	61	30	39	22	55	3,3	1,5	
Non-marchand aidé (2)	482	-10	-9	-7	8	5	0	-1	-17	-3,5	-2,6	
Autres (3)	8 618	1	1	-7	4	3	3	3	5	0,0	0,2	
Emploi total	24 588	89	37	20	68	9	20	7	26	1,0	0,2	

(1) - Secteurs concurrentiels non agricoles (EB-EP).

(2) - Contrats emploi solidarité (CES), Contrats emploi consolidé (CEC), Contrat emploi ville (CEV) et Emplois jeune.

(3) - Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non-aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, non salariés de tous les secteurs.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

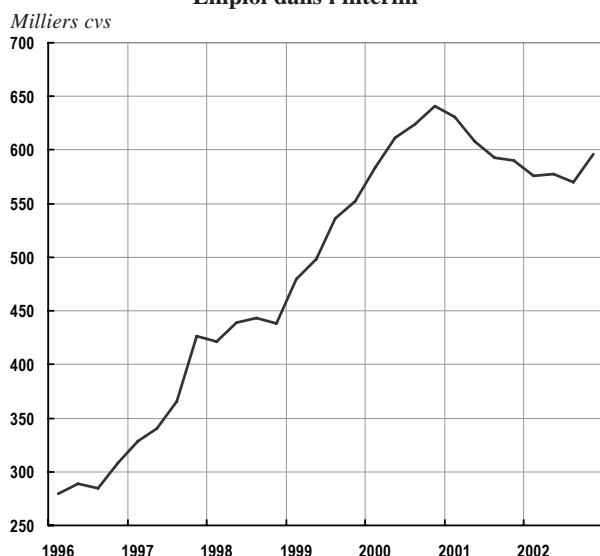
ment est difficile à relier à la dynamique conjoncturelle. La progression au quatrième trimestre de l'emploi intérimaire doit donc être interprétée avec prudence, car elle combine des effets délicats à apprécier (graphique 3). Cependant elle n'est certainement pas le fruit d'un rebond plus général de l'activité, ce que semble confirmer, en janvier 2003, le retour de l'intérim sur sa tendance moyenne de l'année 2002. Derrière les mouvements erratiques observés au dernier trimestre 2002 se profile donc toujours le repli de l'emploi industriel, en lien avec celui de la production.

La productivité peine à se redresser

Le profil décroissant de la productivité accompagne celui de l'activité tout au long de 2002. Après un vif redressement en début d'année le cycle de productivité s'est interrompu, si l'on considère les rythmes instantanés (1) (graphique 4). La productivité par tête s'est naturellement améliorée depuis son point bas de la fin 2001, dans la mesure où l'activité a progressé plus que l'emploi, mais aussi en raison du ralentissement de la réduction du temps de travail (variation nulle sur le trimestre).

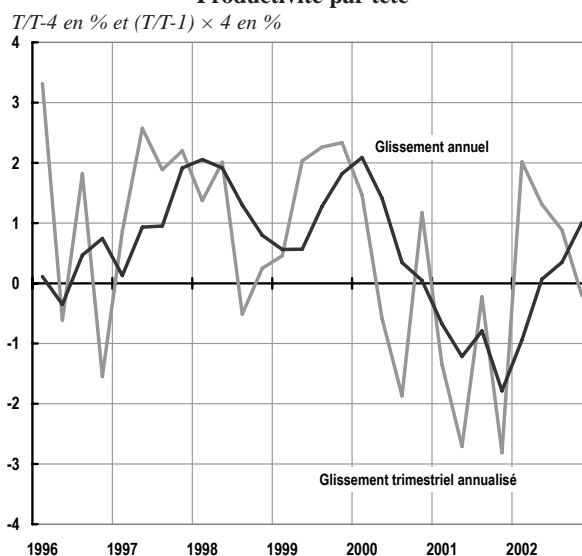
Ce redressement est cependant inégal : dans l'industrie, les gains de productivité reprennent lentement, tandis qu'ils restent négatifs dans le tertiaire marchand, contrepartie du maintien de l'emploi dans une conjoncture dégradée. Les évolutions de l'emploi intérimaire accentuent ce profil de productivité, sans pour autant modifier le tassement observé en cours d'année.

Graphique 3
Emploi dans l'intérim



Sources : Dares, Insee.

Graphique 4
Productivité par tête



Champ : secteurs concurrentiels non agricoles.

Sources : Dares, Insee, Unédic.

Le dynamisme des salaires persiste

Les salaires nominaux progressent encore au 4^{ème} trimestre 2002, dans le sillage de l'inflation : le *salaire horaire de base ouvrier (SHBO)* croît de +0,5 %, soit autant qu'en 2001 pour le même trimestre. Le glissement annuel reste donc à +3,5 %, ce niveau élevé résultant des effets techniques encore sensibles de la réduction du temps de travail. Le *salaire mensuel de base* progresse quant à lui de +0,4 point pour le trimestre, avec un glissement annuel de +2,5 % (graphique 5 et tableau 2). Combinées au ralentissement de l'emploi, ces évolutions induisent un ralentissement de la masse salariale.

Les gains de pouvoir d'achat s'amenuisent en conséquence : après une année 2001 dynamique, avec les progressions allant de +1,2 % à +2,6 % selon l'indicateur retenu, l'année 2002 connaît un gain de pouvoir d'achat de +1,2 % pour le *salaire horaire (SHBO)*, mais de seulement +0,3 % pour le *SMBO* et +0,2 % pour le *salaire mensuel de base (SMB)*.

Les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi sous la pression conjoncturelle

Au dernier trimestre 2002, les dispositifs spécifiques de politique de l'emploi sont en repli : les entrées nouvelles diminuent de 16,1 % par rapport à la même période de 2001, après -13 % au trimestre précédent. Cette ten-

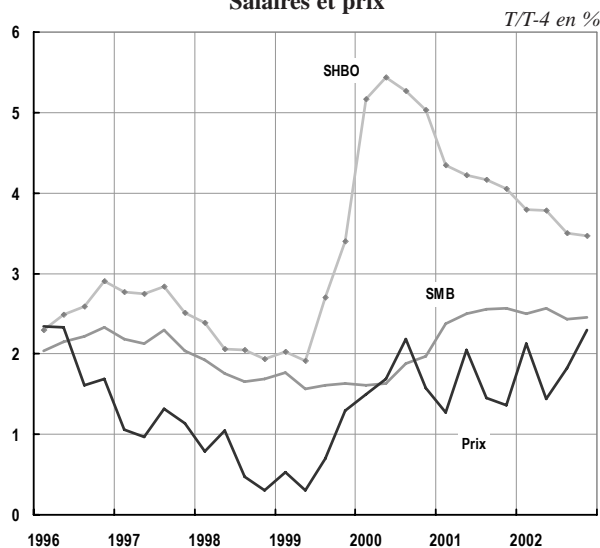
dance, qui depuis plusieurs années illustre le basculement vers des dispositifs généraux, s'est accentuée à la fin de 2002. En effet, la consommation des enveloppes budgétaires au début 2002, plus prononcée qu'à l'habitude, se traduit à la fin de l'année par des contraintes plus grandes sur les possibilités d'entrées en dispositif. Ce facteur est d'autant plus intense que la période de référence du dernier trimestre de 2001 avait connu un choc contraire sur certains dispositifs (CES, SIFE). Il en résulte aujourd'hui un gonflement des sorties en même temps que les entrées s'amoin-drisent, expliquant le repli des stocks de bénéficiaires de 10,5 %, plus rapide que les trimestres précédents (-8,8 % en T2 et -8,7 % en T3 ; tableau 3).

Dans le secteur marchand, la baisse tient à la suppression

depuis 2001 de l'*abattement temps partiel* et de l' *exonération à l'embauche d'un premier salarié*. La hausse des entrées liées au nouveau *contrat jeune en entreprise (CJE)* (+22 300 pour ce trimestre et +18 200 pour le précédent), qui concerne près de 35 000 bénéficiaires en fin d'année (2), ne compense qu'en partie la disparition de ces deux dispositifs. Les entrées dans les autres dispositifs (*CIE et exonérations pour zones de revitalisation rurales ou urbaines*) se stabilisent, même si les stocks 2002 reflètent encore la dégradation observée en 2001. Les formations en alternance refluent, principalement en raison des *contrats d'adaptation*.

(2) - Le nombre de bénéficiaires effectivement enregistrés, diffère légèrement des demandes de dossiers déposées qui, elles, dépassent 40 000.

Graphique 5
Salaires et prix



Sources : Dares, Insee.

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

Variation en %	2001				2002				2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/T-4)	
	Variation trimestrielle en %									%
Salair e Horaire de Base Ouvrier	1,6	0,8	1,0	0,5	1,4	0,7	0,8	0,5	4,0	3,5
Salair e Mensuel de Base Ouvrier	0,9	0,6	0,9	0,4	0,8	0,5	0,7	0,5	2,8	2,6
Salair e Mensuel de Base	0,9	0,5	0,7	0,4	0,8	0,6	0,6	0,4	2,6	2,5
Prix	0,3	1,2	0,0	-0,1	1,1	0,5	0,4	0,4	1,4	2,3

Sources : Dares, Insee.

Tableau 3
Les dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine Données brutes, au 25 février 2003 Milliers et %	Flux			Stock	Variations du stock			
	2001	2002	T/(T-4)	2002	T1	T2	T3	T4
	Entrées en T4			T4	T/(T-4) en %			
Emploi aidé dans le secteur marchand (1)	307	279	-9,7	1 211	-9,7	-12,9	-13,1	-14,3
dont : Abaissement de coûts salariaux	75	54	-28,0	553	-16,8	-21,3	-22,4	-24,1
Abattement temps partiel	34	14	-60,7	292	-13,8	-15,7	-17,4	-21,3
Exonérations pour l'embauche de salariés	27	3	-88,9	67	-19,2	-31,6	-41,8	-54,9
Contrat initiative emploi	14	15	3,7	160	-20,3	-24,2	-25,1	-23,2
Contrat Jeune en entreprise	-	22	..	35	-	-	-	-
Formations en alternance	194	191	-1,5	596	-0,8	-2,2	-3,7	-3,9
Contrat d'apprentissage	120	120	-0,2	382	0,2	0,0	-1,0	-1,1
Contrat de qualification	55	55	1,2	167	0,6	-1,3	-3,7	-4,2
Contrat de qualification adulte	3	3	6,4	10	21,9	16,2	9,2	6,9
Contrat d'adaptation ou d'orientation	17	13	-21,1	37	-15,5	-21,2	-25,5	-26,1
Emplois aidés dans le secteur non marchand	133	112	-15,9	478	-0,5	1,5	2,4	-3,4
dont : Contrats Emploi-Solidarité	81	65	-19,8	134	-8,6	-0,5	4,5	-10,3
Contrats Emploi Consolidé (2)	34	34	-0,5	136	5,8	2,6	2,4	0,5
Contrats Emploi Jeunes	18	13	-26,1	209	2,9	2,9	1,5	-0,5
Actions d'insertion et de formation Adultes	60	40	-34,2	34	-1,9	7,4	-2,9	-35,5
dont : Stages d'Insertion et de Formation à l'Emploi (a)	56	36	-35,2	32	3,5	11,0	-1,5	-36,4
Stages d'Accès à l'Entreprise (a)	5	4	-22,4	2	-34,2	-28,4	-17,3	-19,7
Accompagnement des restructurations	27	12	-55,7	103	-21,9	-22,7	-19,8	-10,2
dont : Prêtraites Allocations Spéciales FNE (b)	2	2	1,2	35	-24,9	-24,7	-24,7	-25,2
Prêtraites Progressives (b)	4	4	-0,3	44	7,6	9,5	6,5	2,3
Cessation anticipée de travailleurs salariés (3)	3	5	57,8	18	72,9	77,6	78,9	104,2
Allocation de remplacement pour l'emploi (b)	1	0	..	38	-32,6	-37,8	-42,2	-47,5
Dispenses de recherche d'emploi	-	-	-	384	5,6	4,8	5,1	5,4
Ensemble	527	442	-16,1	2 249	-7,2	-8,8	-8,7	-10,5
Trajet d'accès à l'emploi - TRACE (4)	18	27	47,4	103	19,7	41,6	36,8	40,0

(1) - Y compris insertion par l'économie et aide à la création d'emploi et d'activité.

(2) - Source CNASEA.

(3) - Source DARES.

(4) - Le total général ne comprend pas TRACE, ce dispositif regroupant des bénéficiaires passés dans diverses mesures.

Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf : (a) entrées en stage ; (b) premiers paiements.

Sources : DARES, CNASEA, ANPE, Unédic, Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère de l'Intérieur.

Dans le secteur non-marchand, la consommation anticipée des enveloppes budgétaires s'ajoute à une tendance plus ancienne au repli. Au total, les entrées sont près de 16 % inférieures à celles du même trimestre de 2001 (-21000) dont -19,8 % pour les *contrat emploi-solidarité* (CES) et -26,1 % pour les emplois jeunes ; les *contrats emplois consolidés* (CEC) sont quant à eux stables. L'enveloppe initiale de CES (260000) -fortement consommée début 2002- a été dépassée : 294000 nouveaux bénéficiaires sur l'année, dont près de 65 000 au 4^{ème} trimestre. Cette évolution a légèrement limité l'impact de la dégradation conjoncturelle ; elle résulte d'un taux moyen de prise en charge des salaires plus faible, et probablement d'un nouveau raccourcissement de la durée

moyenne des contrats, tendance déjà observée depuis plusieurs années. La baisse des *emplois jeunes* s'explique par l'extinction progressive de cette mesure, remplacée par le nouveau *CJE* destiné, lui, au secteur marchand (3). Au total, ces mouvements des dispositifs orientés vers les secteurs non-marchands pèsent sur l'emploi, -17000 pour le trimestre (tableau 1).

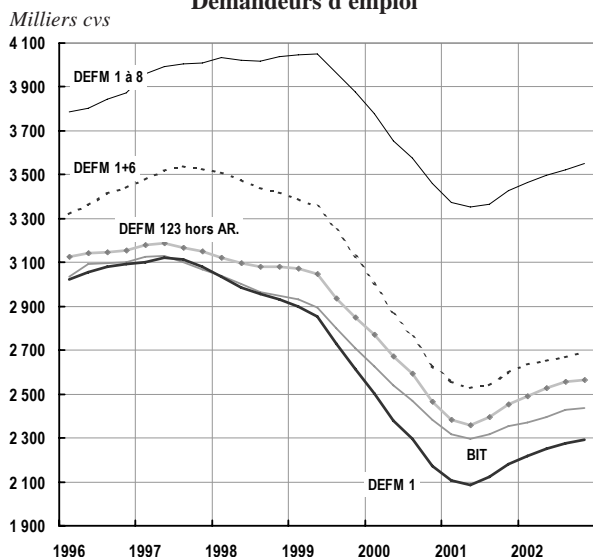
Les actions de formation sont en net repli. Ce sont pour l'essentiel les *SIFE* (-35 % d'entrées) dont le nombre de bénéficiaires baisse soudainement de -10,3 % sur un an. Ceci provient d'une répartition très heurtée des entrées en *SIFE collectifs* au cours des 12 derniers mois, de même profil - mais plus accentué encore- que pour les CES. Les *stages d'accès*

à l'entreprise poursuivent le repli déjà observé depuis plusieurs années.

Les *cessations anticipées d'activité de certains travailleurs salariés (CATS)* sont en nette hausse (58 % par rapport au dernier trimestre 2001, soit 5000 entrées), comme au trimestre précédent. Ce sont les nombreux accords de branche signés au cours des dernières années qui, en élargissant le potentiel de salariés éligibles, induisent des entrées plus nombreuses. Plus de 18000

(3) - Toutefois des entrées demeurent (+13 300 ce trimestre) car des enveloppes peuvent être allouées pour cinq ans à l'employeur, et concerner plusieurs titulaires successivement durant cette période. Ce sont donc ces changements de titulaires qui apparaissent dans les entrées du trimestre (et qui devraient perdurer plusieurs années), correspondant à des contrats déjà en cours.

Graphique 6
Demandeurs d'emploi



Sources : Dares, Anpe.

bénéficiaires sont maintenant concernés par une mesure de type CATS/CASA, soit deux fois plus qu'il y a un an.

Le chômage toujours contenu

En 2002, le chômage est resté très contenu, avec une augmentation de 109 000 DEFM 1+2+3 hors activité réduite (89 000 au sens BIT) (graphique 6 et tableau 4). Le taux de chômage BIT atteint 9,1 % fin 2002, progressant de +0,3 point sur l'année

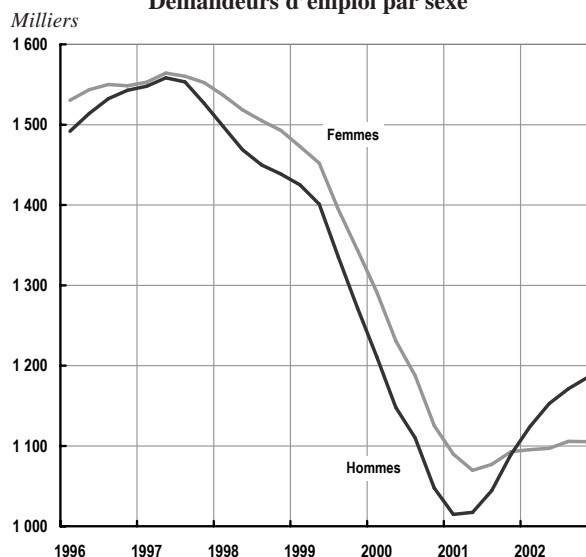
(0,1 point au quatrième trimestre). L'accentuation du ralentissement conjoncturel et les évolutions contraintes de certains dispositifs de politiques de l'emploi n'ont donc pas pesé significativement. On observe aussi qu'après une hausse marquée en 2001, le motif d'entrée au chômage suite à un licenciement se replie à moins de 18 % de l'ensemble des entrées au chômage, tout en se maintenant à un niveau élevé (graphiques 8 et 9); en revanche l'inflexion à la baisse du nombre de sorties du chômage pour motif de reprise

d'un emploi est significative depuis septembre (4).

Le fait marquant reste l'inégalité entre hommes et femmes face au déclin de l'activité : fin 2002, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi dépasse de 80 000 celui des femmes (DEFM 1), suite à une augmentation beaucoup plus soutenue et régulière depuis 1 an (+8,2 % contre +1,3 % pour les femmes, graphique 7); cette

(4) - DARES (2003) « Le marché du travail en janvier 2003 » Premières Informations n°10.2, mars.

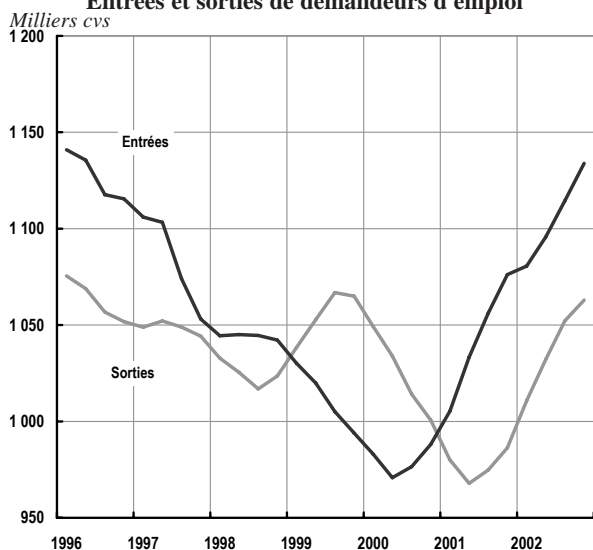
Graphique 7
Demandeurs d'emploi par sexe



Champ : DEFM 1.

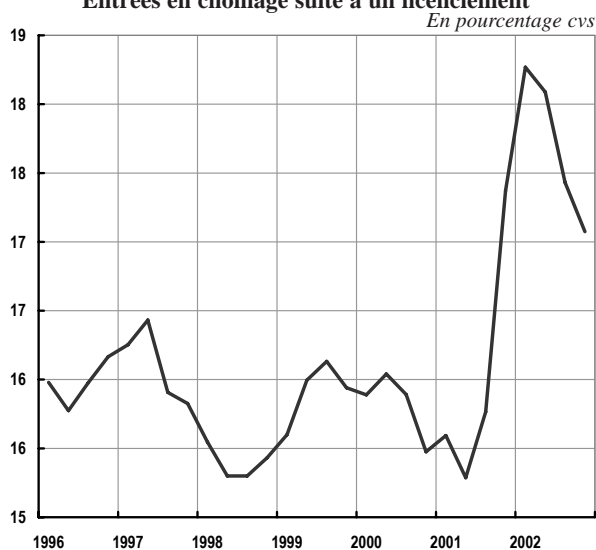
Sources : Dares, Anpe.

Graphique 8
Entrées et sorties de demandeurs d'emploi



Champ DEFM 1, cvs.
Sources : Dares, Anpe.

Graphique 9
Entrées en chômage suite à un licenciement



Entrées pour cause de licenciement en % du total des entrées au chômage.

Sources : Dares, Anpe.

Tableau 4
Demandeurs d'emploi par catégories et selon l'ancienneté au chômage

Unités : milliers/cvs	2002		2001				2002				2001	2002
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance	T/(T-4)	
Catégorie	Niveau		Variation trimestrielle								%	
DEFM 1	2 307	-63	2	44	65	36	25	17	28	2,2	4,8	
DEFM 1+6	2 701	-59	-20	25	60	38	4	28	23	0,2	3,6	
DEFM 1+2+3 hors AR (1)	2 580	-76	-0	49	59	33	33	20	23	1,3	4,4	
DEFM 1 à 8	3 559	-63	-16	27	67	39	20	35	25	0,4	3,4	
Chômeurs longue durée en catégorie DEFM 1												
1 à 2 ans d'ancienneté	413	-2	-4	3	8	13	11	7	13	-3,4	12,1	
2 à 3 ans d'ancienneté	137	-11	-6	-2	-2	-2	1	-1	3	-13,4	0,1	
> 3 ans d'ancienneté	125	-13	-10	-7	-5	-6	-6	-5	-4	-19,2	-14,8	
Ensemble des CLD	675	-45	-19	-6	2	5	6	1	12	-9,5	3,5	

Les catégories 1,2,6 et 7 regroupent les demandeurs d'emploi immédiatement disponibles à la recherche d'un emploi à durée indéterminée :

- n'ayant pas exercé une activité de plus de 78 heures au cours du mois et recherchant un emploi à temps plein (Cat. 1) à temps partiel (Cat. 2)

- ayant exercé une activité de plus de 78 heures au cours du mois et recherchant un emploi à temps plein (Cat. 6) à temps partiel (Cat. 7)

Les catégories 3 et 8 regroupent les demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi à durée déterminée, en Cat. 3 s'ils n'ont pas exercé d'activité réduite de plus de 78 heures au cours du mois, en Cat. 8 sinon.

(1) - Le regroupement 1+2+3 sans activité réduite de moins de 78 heures permet d'approcher la définition du chômage au sens du BIT, retenue par l'Insee.

Sources : Dares, Anpe.

dynamique reproduit en partie l'évolution sectorielle de l'emploi, les secteurs les plus touchés par la crise étant ceux de l'industrie, riches en emplois masculins ; les secteurs tertiaires, traditionnellement plus féminisés, sont moins affectés. Toutefois, la situation des femmes demeure structurellement plus mauvaise en termes de taux de chômage (10,1 % contre 8,2 % pour les hommes).

Les jeunes ont, comme d'habitude, été les plus tôt frappés par le ralentissement : leur taux de chômage progresse de 0,8 point en un an (1,2 point pour les jeunes hommes), dont +0,1 point au cours du dernier trimestre. Les mouvements de main-d'œuvre montrent bien que dans les entreprises l'ajustement des effectifs se réalise d'abord par le ralentissement des embauches, de préférence à l'accélération des sorties de l'emploi ; les jeunes sont les premiers à ressentir cet effet, qui se traduit par une augmentation sensible des « premières entrées » +21,1 % en un an) dans les motifs d'inscription au chômage (5).

L'emploi des hommes de 25 à 49 ans est également très affecté, cette population étant fortement représentée dans les secteurs tra-

ditionnels de l'industrie qui ont subi le revers cyclique de 2001-2002 : c'est dans cette tranche d'âge que les évolutions sont les plus contrastées puisque le taux de chômage des hommes y progresse de 0,5 point tandis que celui des femmes recule de 0,2 point sur l'année, les évolutions des derniers mois n'infléchissant pas ces tendances (respectivement +0,2 et -0,1 point au quatrième trimestre). La progression concerne surtout les demandeurs d'emploi qui ne pratiquent pas d'activité réduite, ce qui peut s'expliquer par le faible dynamisme actuel de l'emploi.

En Europe, le chômage ne reflète pas les contrastes conjoncturels

Nos partenaires européens subissent un ralentissement économique d'ampleur comparable à celui enregistré en France : entre 2001 et 2002, la Zone euro et la France connaissent une baisse de 0,6 point de leur croissance. D'autre part, la dégradation du climat de confiance des agents est très homogène dans tous les pays. Néanmoins, au-delà de cette moyenne, la variété des situations conjoncturelles est grande : cer-

tains pays dépassent 1,5 % de croissance en 2002 (Espagne) alors que d'autres flirtent avec la récession (Allemagne, Italie) ; tandis que l'inflation est de seulement 1,3 % en Allemagne, elle dépasse 3 % en Espagne et aux Pays-Bas. Les évolutions des finances publiques ont également été très différentes en 2002.

Du point de vue du chômage, l'évolution de l'économie française apparaît légèrement meilleure que celle de la plupart de ses partenaires de la zone euro. L'Allemagne est ainsi en situation plus défavorable alors même que son taux de chômage s'était moins amélioré que celui de la France jusqu'au début de l'année 2000 : la différence entre les taux de chômage français et allemand s'est désormais réduite à 0,7 point, la plus faible depuis près de 20 ans (graphique 10). Aux extrêmes, l'Espagne, qui combine forte croissance et vive remontée du chômage depuis 1 an (+1,1 point) et l'Italie, dont le taux de chômage a continué de décroître (-0,4 point en un an) en dépit de l'atonie de son PIB, se distinguent nettement.

(5) - Dares (2003) « Le marché du Travail en Décembre 2002 » Premières Informations, n°06.3 février.

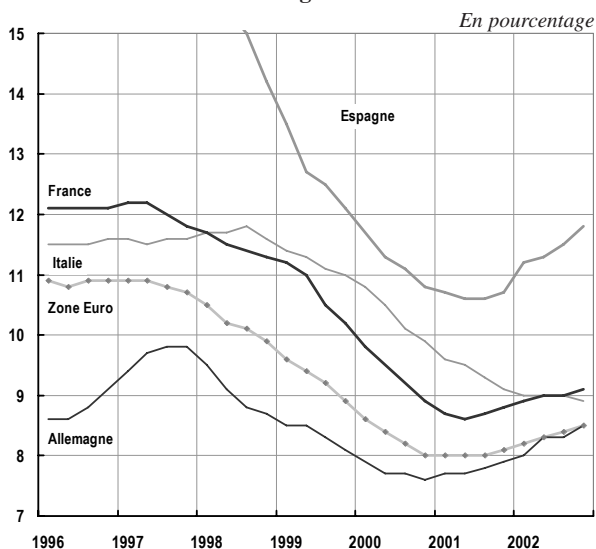
Très contrastée, la situation de la zone euro est en outre toujours éloignée de celle des autres grands pays industriels (graphique 11). Au Royaume-Uni, le chômage reste quasiment stable (+0,1 point en 1 an), grâce à une croissance plus forte que dans la Zone euro. Aux États-Unis, où le marché du travail réagit traditionnellement plus vite qu'en Europe, la

situation ne s'est que légèrement détériorée, puisque le taux de chômage progresse de 0,2 point par rapport au même trimestre de l'année précédente. Il est vrai qu'en 2002 la croissance y a été plus de deux fois plus forte que sur le vieux continent. Mais, cela fait suite à une très mauvaise année 2001, où le taux de chômage avait déjà progressé de 1,8 point, dégra-

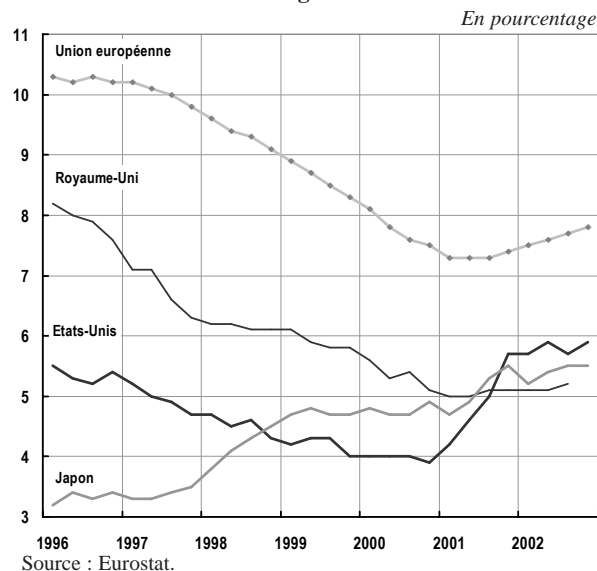
datation d'une ampleur inégalée en Europe. Au Japon, où la récession continue, le chômage est stable au quatrième trimestre, mais reste à un niveau historiquement très élevé.

Dares*

Graphique 10
Taux de chômage en zone Euro



Graphique 11
Taux de chômage dans le monde



*DARES

Cette synthèse conjoncturelle est réalisée à la Dares par une équipe animée par Bruno Coquet et Francis Vennat, composée de Abdenor Brahami, François Brunet, Chantal Brutel, Raphaël Cancé, Karl Even, Hélène Fréchou, Norbert Holclbat, Stéphanie Jamet, Stéphane Jugnot, Frédéric Lerais, Xavier Viney.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES sont éditées par le Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 20 bis, rue d'Estrées 75700 Paris 07 SP. Tél. : 01.44.38.23.11 ou 23.14. Télécopie : 01.44.38.24.43. www.travail.gouv.fr (Rubrique Emploi puis Études et Statistiques) - Directeur de la publication : Annie Fouquet.
Responsable éditorial : Philippe Christmann. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton. Maquettistes : Daniel Lepasant, Guy Barbut, Thierry Duret. Conception graphique : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Flashage : AMC, Paris. Reprographie : DARES.
Abonnements : *La Documentation Française*, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex. Tél. : 01.40.15.70.00. Télécopie : 01.40.15.68.00 - <http://www.ladocumentationfrancaise.fr>
PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES - Abonnement 1 an (52 n°) : France (TTC) 112 €, CEE (TTC) 118,10 €, hors CEE (TTC) 120,20 €. Publicité : Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.